



COMBAT OUVRIER

d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 15 SEPTEMBRE 1979

N° 35

PRIX : ANTILLES 1,50F
FRANCE 2F

Editorial

ILS ONT UN BOEUF

SUR LA LANGUE !

Passée l'heure de la propagande intensive du style "vous en avez de la chance d'être Français et de bénéficier de la solidarité nationale", les représentants du gouvernement, des ministres aux experts en tous genres, sont aujourd'hui plus silencieux car plus circonspects.

La situation se révèle assez inattendue : pas assez grave pour que l'inaction et la paresse des mesures soient camouflées par l'ampleur de ce qu'il y aurait eu à faire, mais suffisamment pour que les estimations atteignent des chiffres de plusieurs centaines de millions, près d'un milliard en Francs actuels.

Il y a pourtant des réparations à faire et c'est bien à ceux qui détiennent la direction des affaires de les effectuer.

Or on assiste actuellement à un curieux retournement. Les ministres d'habitude si disert sur la moindre petite allocation consentie (après des dizaines d'années de réclamations) ne répondent pas sur ce que l'Etat fera dans les jours à venir face aux destructions causées par le cyclone. Ils ont un bœuf sur la langue !

Lorsque Dijoud est passé de la présidence de la république attendait son rapport. Puis vint quelqu'un d'autre, puis une mission d'experts. Il fallut attendre une décision. Celui-ci déclara d'attendre que les experts se prononcent. Maintenant il semble que les représentants de chaque ministère doivent venir sur place pour évaluer au nom de chaque boutique ministérielle l'ampleur des dégâts et ce qu'il lui revient de prendre en compte.

Deux aspects de la situation politique des Antilles apparaissent ici clairement après ce cyclone.

Premièrement, les fameux avantages dont on nous rebat les oreilles se limitent dans le meilleur des cas à différentes formes d'assistance sociale qui ne permettent pas réellement de transformer la réalité économique et social de nos pays.

Et quand il s'agit d'effort apparemment plus imposant on voit ministres et chef d'Etat glisser tout doucement vers le silence.

Deuxièmement, aujourd'hui, face à des problèmes précis de reconstruction importants et face à des décisions qui auront leur importance pour la vie de toute une région, et donc pour celle de milliers de gens, on voit ce que la centralisation colonialiste - la fameuse "assimilation totale" voulue par Giscard D'Estaing !

Toute la situation actuelle ressemble à s'y méprendre à de l'immobilisme. Un gouvernement qui est enrichi de fournir aide et subventions aux entreprises cherche comment éviter de payer la note du cyclone.

La société antillaise est bloquée. Pour sortir de l'impasse, pour retrouver vigueur, soif de décider et d'oser, il faudra offrir des perspectives qui ne peuvent être rien d'autre que celles du changement de cette société.

DOMINIQUE : SOUS-DEVELOPPEMENT, SOUS-EQUIPEMENT, AGGRAVENT LES EFFETS DU CYCLONE



La situation dans l'île sœur de la Dominique demeure très préoccupante, à l'heure où nous écrivons. La partie la plus touchée est sans doute le sud, où se trouve la capitale, Roseau. L'ensemble de la ville semble avoir

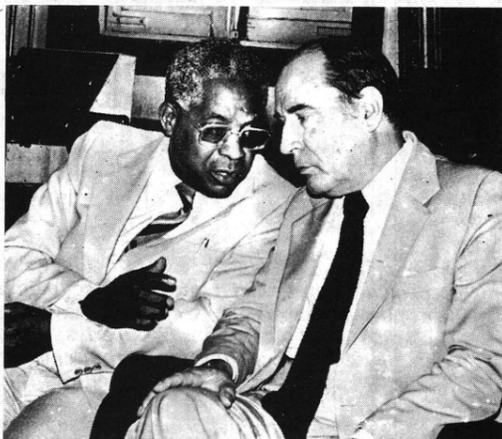
subi un bombardement et certains quartiers sont pratiquement rasés, tel celui situé sur un morne, près du port, où ne subsistent que quelques planches et tôles, et que ses habitants ont dû abandonner. Le port lui-même

est gravement endommagé : tous les entrepôts ont perdu leur toiture, et ne subsiste parfois qu'une armature métallique tordue, des tôles pendantes et de grands pans de parpaings à demi-effondrés. Or, la plupart de ces bâtiments étaient de construction récente. L'hôpital ayant été en grande partie détruit, les malades ont été transférés momentanément dans une banque.

Mais si Roseau a été plus durement touché, l'ensemble de l'île n'en a pas moins été gravement secoué par la cyclone. Cases effondrées, déplacées, toitures arrachées, fils électriques pendants en travers de la route, arbres brisés, routes coupées par des éboulements : un tel spectacle se retrouve dans la plupart des villages. Un peu partout, là où c'était possible, on a cependant débarrassé en partie les routes, à l'initiative des habitants. De même, nombreux sont ceux qui ont provisoirement rafistolé leur toiture avec les tôles utilisables. Mais bien des cases sont irréparables, et leurs habitants logent pour l'instant dans les écoles, dans des conditions rappelant celles des réfugiés en Guadeloupe, lors de l'évacuation due à la Soufrière. De ce fait, la rentrée scolaire, prévue pour le 3 septembre, est ajournée sine die. La route de Portsmouth à Roseau a littéralement disparu en certains endroits, emportée par la mer.

(Suite page 3)

MITTERRAND AUX ANTILLES : un projet "décentralisateur" marqué du même sceau colonialiste



CESAIRE - MITTERRAND

La semaine dernière, Mitterrand qui se trouvait en Martinique et en Guadeloupe avec une délégation de conseil général de la Nièvre dont il est président a examiné les nouvelles propositions du parti socialiste français sur "notre avenir".

On jugera aisément de la hardiesse des propositions du parti socialiste et de ses leaders quand on saura que tout d'abord ils proposent de transformer les conseils généraux de Martinique et de Guadeloupe en "conseils départementaux" !!! La proposition de loi déposée par les socialistes à l'assemblée nationale prévoit le remplacement du préfet par un commissaire chargé seulement de veiller à l'application des lois générales, le conseil départemental disposant de l'exécutif.

En fait, à la radio et à la télévision, Mitterrand s'est borné à quelques critiques légères du système préfectoral, le préfet actuel étant selon lui une sorte de gouverneur rappelant la période coloniale. Sur ce point

il faut noter que le PS est de toutes façons contre le système des préfets en France même. Réformes dans le cadre de son programme de réformes pour la France que Mitterrand a placé les Antilles, rien donc de bien spécifique comme il voudrait nous le faire croire.

Tout cela ne fait qu'ajouter une teinte de plus aux multiples nuances adoptées depuis des années par le parti socialiste français dans son programme sur l'avenir des "DOM". Ce parti et Mitterrand, aspirant au pouvoir en France ne se sont jamais souciés que d'une chose dans cette affaire : leurs intérêts de parti, leurs intérêts électoraux.

Aujourd'hui, Mitterrand tente de rabioccher les différentes familles "socialistes" en Martinique et en Guadeloupe, car il y a dans cette proposition de quoi satisfaire un peu tout le monde, de Bernier à Jalton, de

Suite en page 4

MARTINIQUE : ARRETEZ LES POURSUITES JUDICIAIRES CONTRE LES INCULPES ! RELAXEZ ET REEMPLOYEZ OSCAR !

En cette rentrée scolaire de 1979, l'administration, par l'intermédiaire de la justice coloniale, semble décidée à s'en prendre à un certain nombre d'enseignants ou d'élèves qui l'année scolaire passée ont décidé de résister à la politique raciste qui a cours dans bon nombre d'établissements scolaires en Martinique. C'est ainsi que, suite aux auditions qui ont eu lieu il y a une quinzaine de jours, 15 personnes, élèves et professeurs ainsi qu'un parent ont été inculpés pour vols et destruction de documents.

On se souvient que lors de la fermeture de la Cité Scolaire de Trinité en avril, l'administration avait tenté d'imposer une réinscription préalable, ceci dans le but d'exclure les élèves dirigeants du mouvement de grève. C'est alors que plusieurs dizaines de parents, de professeurs et d'élèves imposèrent la reprise des cours sans réinscription préalable. Mais plainte avait été déposée par le proviseur Mœtus et par des professeurs français, dont les sieurs

Charpentier et Gell. Ce sont ces plaintes que l'on instruit actuellement en inculquant les 15 de Trinité.

Une note nouvelle a cependant été franchie avec la condamnation d'Albert Oscar, enseignant au LEP-Montgérald du Marin, à 6 mois de prison dont 3 fermes et 3.000 Francs d'amende.

Oscar est cet enseignant que le proviseur du LEP, Olivieri avait assigné au mois de mai dernier, à la suite d'une altercation entre Oscar et un autre professeur. Olivieri dans l'affaire s'était servi d'un instrument contondant, du genre "coup de poing américain", avait ouvert le front d'Oscar, et lui avait cassé la clavicle. Oscar, pour se défendre, avait sorti un pistolet d'alarme et mis en fuite Olivieri. Aujourd'hui, c'est Oscar, l'agressé qui est poursuivi par la justice coloniale, et condamné par des juges qui ont purement et simplement refusé de convoquer les témoins de l'affaire.

Devant cela, l'avocat d'Oscar ainsi que ses

amis quittèrent la salle et laissèrent les juges coloniaux continuer leur déni de justice en l'absence de tout public.

En tout cas, la justice coloniale semble déterminée à montrer qu'elle veut réprimer tous ceux qui protestent contre l'arrogance et le mépris des membres de l'administration française ici aux Antilles. Car en condamnant Oscar qui est l'agressé, messieurs les juges semblent dire à tous ceux qui sont des racistes en Martinique: «Continuez ! Faites comme vous le voulez ! Nous sommes là pour vous défendre !»

De telles décisions soulèvent l'indignation de bon nombre de personnes et c'est ainsi qu'un Comité de Soutien à Oscar et aux inculpés de Trinité a été mis sur pied, comité dont nous sommes partie prenante. Il ne faut pas laisser faire l'administration coloniale. Il faut réclamer la levée de l'inculpation des 15 de Trinité et la relaxe d'Oscar. Il faut aussi se battre pour que ce dernier ne soit pas licencié de l'Education et retrouve son poste à la rentrée.

GUADELOUPE : DES DEGATS SUSPECTS

LE PORT DE BASSE TERRE



FRONT DE MER DETRUIT A BASSE TERRE

Il est de tradition qu'en pays colonial on ne recherche pas les responsabilités lors des différentes affaires publiques qui peuvent éclater.

Fuites d'argent, malversations, fraude, prévarication, trafic d'influence qui sont aus-

si monnaie courante dans tout état capitaliste ont plus largement cours dans les pays coloniaux, car ici c'est quasiment la règle.

Et si l'on était dans un pays où l'on demande tant soit peu des comptes à ceux qui sont chargés de son administration, après

certaines destructions causées par la mer notamment, il y aurait eu une enquête publique pour déterminer comment les installations essentielles d'un port (Basse-Terre), des routes (celle de Vieux-Fort et du Nord de la Martinique) ont pu être aussi radicalement atteintes.

On a beau dire et répéter que le cyclone et la violente mer qu'il a entraînée sont des forces destructrices extraordinaires, il n'en reste pas moins qu'au milieu des dégats on voit des constructions qui ont résisté sans grand problème.

Sur le port de Basse-Terre lui-même on se rend compte que toute la bordure de béton qui fait face à la mer et qui donc a reçu de plein fouet l'assaut des vagues n'a pas bougé. Par contre tout ce qui était composé de dalles plus ou moins jointes, mobiles, a offert des points d'attaque et ensuite dans les brèches ouvertes l'eau a travaillé toute la plateforme destinée à recevoir des containers. Elle l'a creusée et finalement le jeu des vagues renforcé par le ressac, le choc violent des objets lourds qui avaient été déjà déplacés ont eu alors raison d'autres parties de l'ouvrage. Il s'agit ici surtout de tout le prolongement neuf (côté Baillif).

Il est pour le moins curieux que partout où nous avons observé que le béton fut utilisé dans des caissons métalliques il n'y a pas eu de cassures. Partout où des chappes de béton ou des "pellicules" de bitume furent simplement posées sur un remblai de pouzzolane ou de terre battue, des crevasses ont permis la destruction systématique de plaques de béton et de bitume. Certaines chappes apparemment solides tant qu'elles reposaient sur la terre se sont transformées en caoutchouc et affaissées.

LES ROUTES



Le problème des routes situées en bord de mer est lui aussi caractéristique de la façon dont est réalisé l'équipement des Antilles-françaises. En Martinique, la route de Saint-Pierre s'est littéralement effondrée en plusieurs endroits. En Guadeloupe, il en est de même pour la route reliant Basse-Terre à Vieux-Fort. Le Boulevard maritime à Basse-Terre a été gravement endommagé, ainsi que la station de transports en commun. Comment ces "magnifiques installations" dont on nous rebat les oreilles ont-elles pu être ainsi réduites à néant par un raz de marée qui aurait pu être plus violent encore, s'il nous avait pris de plein fouet comme ce fut le cas en Dominique ?

En fait, cela tient en grande partie à la conception même de ces routes. L'utilité et la sécurité des installations semblent venir bien après la volonté de "tape-à-l'œil". On construit des routes en bord de mer, dans des régions dont on sait qu'elles sont sujettes aux cyclones et aux raz de marée, sans mettre de digues de protection, ni utiliser des matériaux suffisamment solides, ni renforcer en conséquence le sous-bassement.

Alors, on a beau jeu d'étaler les "réalisations de la France et les comparer à la "misère" existant en Dominique, cela n'a pas empêché que les routes du littoral se sont effondrées ici avec la même facilité qu'en Dominique.

QUAND BARRE LACHE DU LEST

L'unanimité des critiques portées contre l'action de son gouvernement à la rentrée sociale du mois de septembre était telle, que Barre a choisi de jeter du lest, ou plutôt de faire un geste.

En effet, les critiques s'élevaient comme d'habitude des rangs des partis de gauche et des syndicats, mais aussi de ceux de la majorité qui reprochaient à Barre "d'aller trop loin" et donc de risquer de provoquer la colère parmi de larges couches de la population.

En réponse, Barre a donc décidé un léger soupouillage sous forme de primes accordées aux familles les plus défavorisées.

C'est donc ainsi qu'il a été décidé que le complément familial donné aux familles françaises élevant un enfant de moins de 3 ans avec moins de 4600 F par mois ou 3 enfants et plus avec moins de 6500 F par mois, passera de 395 à 600 F.

Les vieux qui percevoient le minimum vieillesse recevront, en octobre, une prime exceptionnelle de 200 F et la promesse que le minimum-vieillesse passera de 37,40 à 40 F par jour !!!

Le point fort de ces décisions étant l'aug-

mentation de l'allocation "rentrée scolaire" qui passe de 187,90 à 400 F pour les familles de plus de 3 enfants dont les revenus ne dépassent pas 33000 F par mois.

Cette dernière mesure a d'ailleurs immédiatement été "étendue" aux DOM, une fois n'est pas coutume !

Pour compléter son action pédagogique et montrer qu'il favorisait les revenus les plus modestes, Barre a pris des mesures à l'encontre des revenus plus élevés.

C'est dans ce cadre qu'il fut décidé de diminuer les avantages fiscaux dont bénéficient les gros salaires, mais aussi les sociétés dans les DOM. Notons que cette mesure ne touche pour l'instant que des salaires qui dépassent largement les 100 000 F de revenus annuels pour un célibataire. . . autant dire que cette mesure ne doit toucher que de rares personnes dans la population !

Quant à l'impôt sur les bénéfices des sociétés qui passerait de 50% sur les 2/3 à 50% sur 75% des bénéfices. On peut faire confiance aux PDG des sociétés pour "arranger correctement" leurs bilans, avec l'avis

des experts, pour que le bénéfice imposable soit le plus bas possible et diminuer d'autant l'impôt à l'Etat !

Non les quelques miettes lâchées par Barre et présentées hypocritement par la presse parlée et écrite comme un "train de mesures sociales" ne pèsent pas lourd.

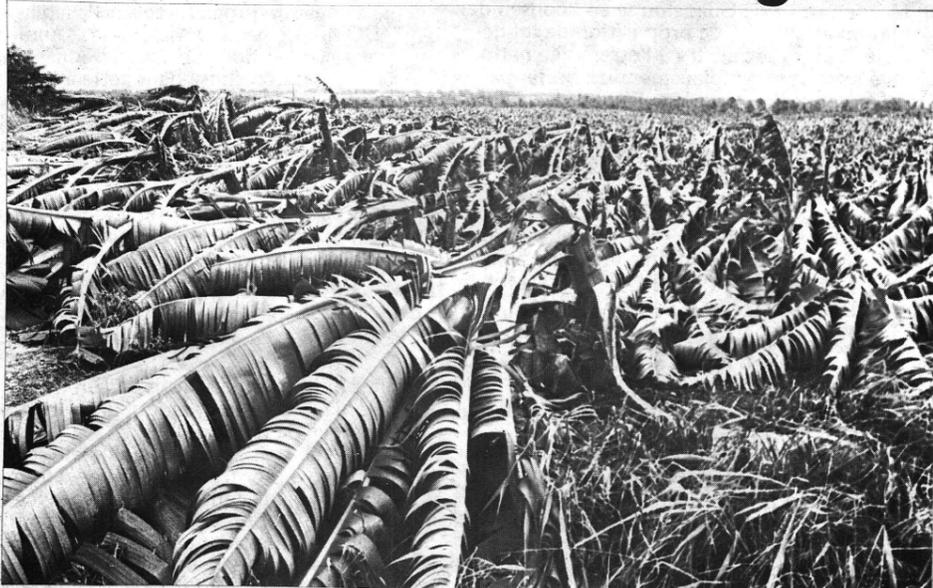
D'autant qu'à côté de cela, Barre continue à lâcher des milliards pour les gros industriels du bâtiment, de l'aciérie etc.

De modestes primes, versées souvent pour le seul mois d'octobre à certaines familles, alors que par ailleurs le gouvernement est le premier à alimenter une hausse des prix considérable en augmentant les tarifs des principaux services publics : électricité, téléphone, transport, essence, tabac, etc, etc... et que les salaires restent bloqués.

Voilà toute la démagogie des miettes accordées par Barre pour essayer de désamorcer la colère des travailleurs.

Mais là dessus, il se pourrait bien que Barre fasse un faux calcul.

Guadeloupe : dans les bananeraies un certain attentisme chez les travailleurs mais aucun découragement



Ce n'est qu'au début de la semaine que le travail a repris sur certaines plantations de la région de Capesterre.

C'est ainsi que chez Cabre, Dormoy, Butel, hommes et femmes, sabres en main, commencent le nettoyage dès lundi ou mardi dernier.

Néanmoins, jusqu'à présent, le travail n'a pas repris sur les grandes plantations telles SCEFA, SCEPLAG de Max Martin, la SCA, les plantations de Thionville.

Seuls quelques cadres arpentent les

champs de Max Martin, en particulier à Grand Rivière Capesterre où ils entreprennent de débarrasser et nettoyer les champs à la place des ouvriers agricoles.

Manœuvre démagogique ? Tentative de démoralisation des travailleurs en leur faisant croire qu'il n'a pas besoin d'eux ? C'est probablement le cas.

Il est sûr que quelques gérants et économes ne peuvent faire le travail de centaines d'ouvriers agricoles sur des dizaines d'hectares.

De même, à la SCA-Plaine, le directeur est actuellement en France et ne se préoccupe pas de donner du travail sur ses champs.

Sur certaines plantations, réouvertes, les ouvriers pensent qu'il y a du travail pour environ 3 mois. Quant à ceux qui n'ont pas encore repris, ils attendent.

D'une façon générale, beaucoup d'ouvriers agricoles sont inquiets sur l'avenir qui leur est réservé. Mais certains pensent attendre un mois environ avant de faire le point et d'entamer éventuellement une mobilisation ou une action.

Mais l'attitude des gros propriétaires, celle des Max Martin, la désinvolture du directeur de la SCA-Plaine sont autant d'éléments qui montrent que les ouvriers de la banane ont tout intérêt à commencer à se préparer dès à présent s'ils ne veulent pas être les laissés-pour-compte de toutes formes d'indemnités.

D'ores et déjà, l'ensemble des travailleurs n'ont pas reçu la dernière quinzaine et sont donc "sinistrés". Ils peuvent donc entreprendre les démarches nécessaires pour toucher leur salaire.

Mais pour être prêt à exiger que tous aient du travail et perçoivent un salaire au moins égal à ce qu'ils touchaient avant le passage du cyclone, c'est dès maintenant que les travailleurs doivent se regrouper. Savoir précisément quelles plantations donnent du travail, combien de jours par semaines, et à combien d'ouvriers. Tous ces éléments recueillis sur chaque plantation, leur permettront aussi de présenter leurs comptes. Ce tableau d'ensemble leur permettra aussi d'être en mesure de se mobiliser le moment venu, car la situation deviendra de plus en plus difficile dans les mois qui viennent.

ECHOS

POINTE A PITRE :

AU CENTRE HOSPITALIER, LE DIRECTEUR REPRIME.

Au début du mois d'août, le directeur du centre hospitalier, lors d'une perquisition, trouve quelques pommes et oranges dans la voiture de deux travailleurs. Sur le champ, il demande un rapport écrit à ces travailleurs. Dans le même temps, il les sanctionne d'une mise à pied avec "amende" sur salaire (retenue de 50%). Puis il traîne devant les tribunaux un des travailleurs qui lui avait remis le rapport demandé.

Jusqu'à présent, les syndicats n'ont pas jugé nécessaire de mobiliser les travailleurs contre les décisions du directeur Rochard.

Le C.G.T.G., elle, avance différents prétextes : "le cas est difficile", "nous avions suffisamment prévenu les camarades", "nous ne pouvons défendre les voleurs". Elle attend, confiante en la clémence du directeur, les résultats du conseil d'administration. Toute leur tactique consiste à refuser de "brusquer" les choses de peur que le directeur ne soit pas "clément".

La seule réaction vient d'un comité de lutte des travailleurs de la cuisine. Ces derniers veulent donc bien organiser, mais beaucoup d'entre eux espèrent encore que les syndicats réagiront.

Cependant, d'autres, écœurés de l'attitude de la C.G.T.G. parlent de rendre leurs cartes.

La suite dépendra de l'attitude du comité de lutte à entraîner effectivement tous les travailleurs de la cuisine dans la bagarre et de sa capacité à faire comprendre à tous les travailleurs du centre hospitalier l'importance de l'enjeu.

FORT-DE-FRANCE

Hôpital-Clarac :

Lundi matin, une partie du plafond du service Calmette-étage, à Clarac, s'est effondré, heureusement sans faire de victimes parmi les malades que brancardiers et infirmiers ont dû évacuer. Cela aurait pu être grave, car dans ce service sont hospitalisés des gens qui viennent d'être opérés et qui sont par conséquent alités et qui auraient été incapables de prendre la fuite si cela avait été nécessaire.

L'état de vétusté des différents établissements du Centre Hospitalier de Fort-de-France est tel qu'il n'est guère étonnant que des accidents pareils se produisent. Dans le cas de Calmette, le service venait d'être refait par une entreprise extérieure au CHFF. Cela n'a sans doute pas suffi tant le béton d'origine était pourri.

En réalité, depuis plusieurs années, la direction du CHFF refuse de faire les gros travaux de réparation et de modernisation des services qui s'imposent, en prétextant la construction du futur hôpital de la Meynard. Ce calcul d'économie mesquine vient d'être battu en brèche.

DOMINIQUE : SOUS-EQUIPEMENT SOUS-DEVELOPPEMENT (SUITE DE LA PAGE 1)

Mais les dommages les plus lourds de conséquences concernent l'agriculture, base de l'économie du pays. Les plantations de coprah (cocotiers), les bananeraies, les arbres fruitiers sont détruits à 90%. Ce pays verdoyant présente aujourd'hui des mornes dont la végétation semble avoir été brûlée : les feuilles de la plupart des arbres et arbustes ont disparu. De même les jardins sont durement touchés. L'année qui vient sera particulièrement pénible : pas de récolte, donc pas de travail pour les ouvriers agricoles, ni de revenus pour les petits agriculteurs ; l'absence de légumes et de fruits, qui entrent pour une grande part dans l'alimentation, sera durement ressentie. La Dominique aura beaucoup de peine à se relever de ce cyclone.

Les réactions de la population sont diverses ; résignation chez certains : «cô bon dié ki fé sa» (le dit bon dieu ayant, soit dit en passant, détruit une bonne partie des églises) ; chez d'autres, au contraire, notamment chez les jaunes, une volonté de créer une "nouvelle Dominique".

L'aide internationale, surtout concentrée à Roseau, commence à se manifester au niveau des campagnes où ont atterri quelques hélicoptères. Cette aide est surtout le fait des USA, du Venezuela et de la France, la Grande Bretagne étant pour le moins discrète. Des vivres (notamment farine et riz) ont été distribués, et une campagne de vaccination contre la typhoïde a été entreprise. Mais le problème de la nourriture reste crucial ; à Roseau, juste après le cyclone, certains magasins ont été pillés. La seule réponse du gouvernement a été d'instaurer le couvre-feu entre 20H et 6H du matin. Sur le quai lors de l'arrivée des bateaux, notamment de la Guadeloupe, la distribution des colis se fait dans une certaine confusion. Pour "remettre de l'ordre", les policiers n'hésitent pas à bousculer les gens, allant jusqu'à braquer leurs armes sur ceux qui protestent. Il en fut ainsi le dimanche 9 septembre, et certaines personnes, notamment des femmes, leur rappelleront vertement qu'il y a juste 3 mois, on avait tiré sur la foule, mais que de tels faits ne resteraient pas sans réponse.

Le gouvernement d'Olivier Seraphin, face à la situation, semble plus soucieux d'assurer "la loi et l'ordre" que de résoudre les problèmes. Et jusqu'à présent, on peut dire qu'il manifeste surtout son incurie. Il montre peu d'empressement à réorganiser les communications, les directives centrales sont rares, il n'y a guère d'organisation ni d'indication de mesures à prendre pour relancer l'économie. Les appels à la "loi" et à l'"ordre", l'intervention de la police, les mesures envisagées pour freiner le départ des hommes ne sauraient résoudre les problèmes. C'est aux travailleurs et aux jeunes de la Dominique de prendre des initiatives en ce sens, partout où c'est possible. Leur réaction est d'autant plus nécessaire que l'aide de certains pays n'est pas désintéressée, et que la Dominique risque de sortir de cette crise plus dépendante encore qu'auparavant des puissances impérialistes, Etats-Unis et France notamment.

M.R.

L' AIDE IMPERIALISTE A LA DOMINIQUE SOULAGER LA MISERE OU PREVENIR L' EXPLOSION ?

La situation dramatique qui prévaut en Dominique après le passage du cyclone est l'occasion pour le colonialisme de souligner la pauvreté qui règne dans ce pays, et de sous-entendre qu'elle serait la conséquence de l'indépendance. Or, rien n'est plus faux : si la Dominique est si pauvre, ce n'est pas parce qu'elle "n'appartient pas à un grand ensemble" mais bien au contraire parce que pendant des siècles d'occupation britannique et française, rien, absolument rien n'a été fait pour équiper le pays.

Par ailleurs, l'indépendance n'empêche nullement la Dominique de recevoir une aide internationale.

Ainsi plus de deux millions de dollars ont été recueillis au sommet des paus non-alignés à la Havane, provenant notamment des pays arabes. Sur place, l'aide la plus visible est fournie par les Etats-Unis, le Venezuela et la France.

Mais cette aide, nécessaire, est, tout comme aux Antilles Françaises, l'occasion pour les pays en question de faire du "tape-à-l'œil".

Ainsi les équipes françaises effectuant des vaccinations ne manquent pas d'arborer leur petit drapeau. De même, le moindre envoi est l'occasion pour les journalistes aux ordres de vanter la générosité de la France.

La dite générosité, nous sommes bien placés pour le savoir, est rarement sans arrière-pensées. En fait, les impérialistes, et notamment la France, ont une raison précise d'intervenir en Dominique. Non qu'ils aient l'intention, pour l'instant, de remettre en cause le statut de la Dominique, quoique chacun cherche à "placer ses pions" ; ainsi, le gouvernement français aurait proposé un "plan de reconstruction" pour la Dominique, qui serait en cours de discussion.

Mais il semble que l'objectif principal, dans l'immédiat, soit le suivant : éviter que la situation ne devienne trop explosive. Car la Dominique est placée juste entre la Martinique et la Guadeloupe, et toute crise politique pourrait être contagieuse au niveau des colonies françaises. De même, les USA sont inquiets de la situation en Caraïbe, après les changements de gouvernement à Grenade, Dominique et Sainte-Lucie. Ce qui explique leur empressement à montrer également leur présence.

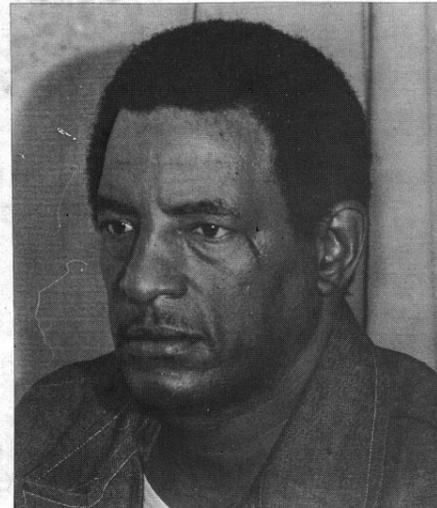
SAINTE-LUCIE : LA POLICE TUE UN JEUNE RASTA



LES BANDES ARMEES DU REGIME

Un fait survenu mardi 4 septembre a soulevé l'indignation parmi la population de Sainte-Lucie. La police du gouvernement d'Allan LOUISY, a tiré sur un jeune homme du nom de Terry Jamés, appartenant à la communauté rasta, et l'a abattu ainsi en pleine rue.

Terry Jamés s'était évadé de la prison où il purgeait une peine, parce que, disait-il, «il craignait pour sa vie». En effet des policiers le menaçaient de mort dans la prison même. Il parvint à s'échapper. Mais mardi dernier la police retrouvait sa trace dans une maison du quartier Fou-a-chaux où il se cachait. Selon des témoins, les policiers le sommèrent de sortir de la maison, les mains en l'air, c'est ce qu'il fit. Mais au moment où il franchissait le seuil, les policiers firent feu sur lui l'atteignant grièvement aux jambes, et continuèrent à tirer sauvagement alors même qu'il était à terre. Il aurait ainsi reçu neuf balles dans le corps. Il décédait peu après à l'hôpital.



La version de la police est différente, comme on pouvait s'y attendre. Elle affirme que le jeune homme refusait de se rendre et qu'il s'était réfugié sous un lit dans la maison. Ne sachant pas s'il était armé, elle a fait feu... et l'a tué de trois balles.

Bien que la version des témoins soit la plus vraisemblable, celle de la police n'en montre pas moins la barbarie et la sauvagerie avec laquelle cette police a l'habitude de procéder, particulièrement d'ailleurs à l'encontre des jeunes "rastas" qui sont systématiquement pourchassés.

Un peu plus tard d'ailleurs, alors que le corps était transporté à l'hôpital, cette même police interdit l'accès à la mère du jeune homme, refusant de lui montrer le cadavre. Preuve que la police avait quelque chose à cacher. Puis comme la foule s'accumulait devant l'hôpital et manifestait son mécontentement contre cet ignoble assassinat, les policiers firent feu, tirant sans vergogne contre les gens qui s'enfuyaient à toutes jambes. Heureusement il n'y eut pas d'autre victimes ce jour-là.

Le Premier Ministre Allan LOUISY a déclaré à propos de cette affaire qu'il était de tout cœur avec la police, qu'il la soutenait «comme tout citoyen épris de la loi et de l'ordre». Et il a ajouté : «Je tiens à affirmer bien haut, devant tous les Sainte-Luciens que si la police ne faisait pas son travail, tous les citoyens qui ne sont pas des criminels ne se sentiraient pas en sécurité à Sainte-Lucie».

On voit donc quel "ordre" et quelle "sécurité" le nouveau gouvernement de Sainte-Lucie veut instaurer dans l'île : celui de sa police, brutale et expéditive lorsqu'il s'agit de jouer de la gachette contre des hommes désarmés. Et en cela, le nouveau gouvernement d'Allan LOUISY et de George ODLUM ne diffère en rien de l'ancien gouvernement de John COMPTON. La population sainte-lucienne qui avait mis ses espoirs en lui commence maintenant à s'en rendre compte.

POUR LA SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE DOMINICAIN.

Le comité Guadeloupéen de solidarité avec la Dominique (PCG, GRS, Combat-Ouvrier, CGTG, UFG, UJCG) a lancé une campagne d'aide aux sinistrés de l'île sœur.

Nous demandons à tous ceux qui désirent apporter leur soutien au peuple de Dominique de se rapprocher du comité. Ils peuvent remettre leurs dons au hall d'exposition de Bergevin où une permanence se tient quotidiennement.

EDF : DES PANNES SCANDALEUSES

Depuis plus de six mois, on assiste en Guadeloupe à de trop nombreuses pannes d'électricité, et le passage du cyclone David n'a fait que révéler avec plus d'acuité l'extrême insuffisance du réseau EDF du pays et l'incurie scandaleuse de ce soi-disant service public.

Il est en effet inadmissible et révoltant que, à tout moment du jour et de la nuit des coupures d'électricité durent parfois plusieurs minutes, jusqu'à plusieurs heures pendant la journée. Les conséquences de telles pannes sont multiples et deviennent graves pour l'ensemble des usagers. Combien d'appareils électro-ménagers, ou tout autre appareil électrique ont déjà été détruits en raison des brusques coupures et remises de courant, cela ne se compte plus. Quant aux vivres, il arrive souvent qu'elles finissent par pourrir au frigidaire occasionnant maux ou maladies chez bon nombre de personnes. Bref, d'une façon générale c'est la vie des usagers qui est véritablement perturbée par l'extrême déficience du réseau EDF.

Cela est tout proprement scandaleux. En 1979, dans un pays, où finalement aujourd'hui une grande majorité de gens utilisent l'électricité où régulièrement le nombre d'abonnés augmente, il est scandaleux que paradoxalement il n'existe pas encore un réseau suffisamment équipé pour satisfaire les besoins. Car il semble bien que ce qui fait défaut soit justement l'équipement nécessaire en groupes et autres moyens techniques indispensables pour dispenser l'énergie électrique à travers toute l'île de façon continue et satisfaisante..... C'est donc une question qui concerne l'administration, l'Etat car c'est bien lui qui subventionne et crédite les grands services comme celui là. Et c'est un lamentable manque de crédits qui fait actuellement défaut au centre EDF Guadeloupe. C'est plus que de laisser aller, c'est une politique délibérée du gouvernement, une politique de restrictions et d'économie au détriment des besoins populaires. Et ce n'est pas parce que, au premier chef, est responsable ce gouvernement qu'il faudrait absoudre de tout péché les responsables locaux et en particulier le directeur et l'équipe dirigeante de l'EDF Guadeloupe. Eux aussi sont responsables, car ils acceptent sans broncher une telle situation.

Comment se fait-il que nous n'entendions jamais une protestation de ces chefs locaux, une prise de position quant à la situation de misère en équipement qu'on leur fait subir, comment se fait-il qu'ils acceptent de porter ainsi une part de responsabilité dans l'incurie,

le je-m'en-fichisme et le mépris envers l'utilisateur ? Aurait-ils donc si peur de leurs chefs de Paris ? Leur aurait-on fermé définitivement la bouche ?

Les usagers en ont assez des coupures, la journée comme la nuit quand, du rasoir électrique qui s'arrête brutalement de marcher avant le départ au travail, à la viande qui se dégivre au frigidaire, au tourne-disque, à la télévision grillés, ils en ont assez des brusques et répétées chutes de tension qui font peut-être la joie des grandes entreprises commerciales qui vendent les appareils électriques mais qui finissent par peser sur le budget des travailleurs, ils en ont vraiment assez des coupures nocturnes particulièrement perturbatrices.

Face à ce mécontentement général, c'est une protestation populaire de l'ensemble des usagers, qui devrait s'exprimer, c'est aux usagers, aux commerçants, aux artisans, aux travailleurs et à tous ceux pour qui l'électricité est aujourd'hui indispensable pour mener une vie normale à tous les niveaux, qu'il revient d'élever une vigoureuse protestation au sein de comités d'usagers. L'électricité ils la paient régulièrement, l'abonnement aussi, c'est donc le droit le plus élémentaire qu'ils ont de réclamer en retour sans plus tarder à l'EDF et à ses responsables et à ses chefs soi-disant compétents le bon fonctionnement de ce service public.

Combat Ouvrier, journal hebdomadaire est en vente dans les boutiques et les librairies en Martinique et en Guadeloupe. Réclamez-le à votre libraire.

Tarif d'abonnement :

Antilles :	1 an	65 F
	6 mois	35 F
France :	1 an	100 F
	6 mois	50 F

Sous pli fermé :

1 an	110 F
6 mois	65 F

Versement à adresser à :

Action et Réflexion Socialistes

A.R.S.

B.D.A.F. Pointe-à-Pitre 10 002 640 97

LE «NON-ALIGNEMENT» IMPUISSANT L'AVENIR APPARTIENT A LA REVOLUTION PROLETARIENNE

La conférence des pays "NON-ALIGNED" vient de s'achever sans que la question centrale qui a divisé la conférence en deux camps soit réglée.

En effet il s'agissait de condamner l'impérialisme (essentiellement celui des USA) et de proclamer une alliance privilégiée avec l'URSS pour le camp dit des "radicaux". Tandis que l'autre, celui des "modérés" s'en tenait à une stricte neutralité entre les deux grandes puissances de l'Est et de l'Ouest qui dominent le globe.

Les deux camps représentés, le premier par Castro et le second par Tito, se sont entendus pour renvoyer la solution de cette question à ...la prochaine conférence ... dans deux ans !

Voilà qui montre à quel point ce type de conférence, malgré les illusions et les espoirs qu'elles ont entretenu et entretiennent encore ne peuvent déboucher sur rien de positif pour les opprimés.

La position originelle dont se réclament les pays modérés a été déterminée par Nasser, Nehru et Tito, pour ne citer que ceux-là. Ces pères fondateurs du mouvement préconisent le regroupement de tous les pays n'appartenant pas à l'une des trois alliances, militaires (OTAN, OTASE, Pacte de Varsovie), chapeautés par les USA et l'URSS. Ils prétendaient ainsi former un groupe suffisamment puissant pour résister aux prétentions des impérialistes, en particulier américains, et à celles de l'URSS. Ainsi se créerait, selon eux, une nouvelle voie pour libérer les peuples opprimés. Les opprimés ont regardé les chefs de ce mouvement à ses débuts avec beaucoup d'espoir.

Mais ce mouvement des non-alignés ne pouvait libérer les opprimés et exprimer les intérêts de l'ensemble de ces opprimés sur la planète.

Au mieux, ici ou là certains mouvements qui ont porté ensuite au pouvoir leur leader ont-ils exprimé une partie importante des aspira-



LE RADICALISME DE CASTRO N'EN A PAS FAIT UN REVOLUTIONNAIRE SOCIALISTE
tions des peuples écrasés, dominés et humiliés par les grandes puissances impérialistes et colonialistes. Certains des régimes mis en place au cours des luttes de libération ont des rapports relativement démocratiques avec leur peuple. C'est le cas de Cuba ; mais la plupart de ces pays sont en fait dirigés par des dictateurs féroces. Et il suffit de considérer la composition de la Conférence des Non-alignés pour comprendre que celle-ci ne pouvait en rien offrir une perspective quelconque aux opprimés. A côté de Castro et Tito qui incarnèrent dans la lutte les aspirations popu-

de dominé par la puissance de l'impérialisme ne peuvent se libérer dans la voie de ces dirigeants nationalistes modérés ou "radicaux". Avoir accédé au contrôle politique de ses propres affaires, dans son pays, avoir son propre gouvernement plus ou moins démocratique, avoir la fierté de ne pas être dirigé par les ressortissants d'une puissance dominante et étrangère ne suffit pas pour sortir de la misère et du sous-développement.

Si les luttes dirigées par la petite bourgeoisie sous des formes les plus diverses - militaires, politiques ou même religieuses - ont permis aux peuples du Tiers Monde d'acquérir la fierté d'eux-mêmes, ils ne pouvaient qu'échouer pour l'accomplissement de la seconde partie de la tâche. C'est une limite de cette petite bourgeoisie.

Sortir du sous-développement, échapper à l'emprise de l'impérialisme sans avoir besoin de tomber sous la coupe de la bureaucratie anti-démocratique et conservatrice de l'URSS sont les tâches du prolétariat, de la classe ouvrière. Celle-ci dans quelque pays sous-développé que ce soit peut prendre la tête d'une lutte qui donnera ouvertement pour but non seulement d'acquérir une liberté politique réelle, mais aussi de poursuivre le combat jusqu'à la destruction du système impérialisme lui-même. Car aucun progrès réel, ni dans les pays sous-développés, ni dans les autres, n'est possible sans mettre fin à cette société capitaliste qui pourrit sur pied.

Les pays pauvres ne peuvent pas aspirer au développement sans mener en même temps un combat politique acharné pour changer l'ensemble de la société.

Cela seule la classe ouvrière peut le faire. Or ni les Castro, ni les Tito et autres Nehru ou Khadafi ne sont et ne se veulent même pas ses représentants. Il reste, et c'est une tâche d'aujourd'hui, aux travailleurs des pays du dit "Tiers Monde" à se donner leur propre direction politique.

emigration : L'ETAT PROTEGE SES FLICS

Pour le seul mois de septembre, deux CRS d'Annecy et deux gardiens de la paix de Saint Quentin, ont été inculpés pour violences à des usagers.

Les deux CRS s'en étaient pris violemment à un jeune après avoir contrôlé son identité uniquement parce que "sa tête ne leur revenait pas".

Les deux gardiens de la paix ont été inculpés pour coups et blessures volontaires à un Ghanéen qui se trouvait en garde à vue au commissariat de Saint-Quentin. Les policiers de ce commissariat l'avaient obligé à laper de l'eau dans une écuelle en même temps qu'un chien. Ce Ghanéen avait été aussi soumis à un contrôle dans un train et s'était retrouvé au commissariat pour avoir été accusé de rébellion.

De tels incidents pour peu vraisemblables qu'ils puissent paraître sont pourtant une réalité. Dans la majorité des cas, les policiers et les CRS ne sont ni inculpés, ni jugés, mais ce sont les victimes qui sont déclarées coupables pour "outrage à agents" et subissent une con-

damnation.

Tel est le cas d'un Réunionnais, dont le procès doit avoir lieu le 19 septembre. Il a été inculpé pour "outrage à agent" et sera jugé par la 24e chambre correctionnelle, aux flagrants délits.

Après avoir subi un contrôle d'identité, dans le métro, ce Réunionnais a refusé de vider son sac à terre, à la demande des policiers. Ceux-ci n'hésitèrent pas à l'entraîner au poste et à le rouer de coups.

Cette fois-ci, deux CRS ont été inculpés. L'Etat reconnaît ainsi certaines "bavures" et l'existence d'éléments sadiques ou débiles mentaux dans les corps policiers.

En réalité, il n'est guère étonnant que de tels individus trouvent leur place dans les corps de répression de l'état. Car la fonction première des CRS, gardiens de la paix ou autres policiers et gendarmes est avant tout de mettre au pas les jeunes, les immigrés et les travailleurs en général. Peu importent les moyens... et tant pis pour les "bavures" !

France: BUDGET 1980 L'ETAT ORGANISE L'INFLATION ET LES HAUSSES

Le gouvernement français a examiné lors du conseil des ministres du 5 septembre son projet de budget pour l'Etat en 1980.

Une longue liste de chiffres, mais ce budget n'a, une fois encore, rien à voir avec les intérêts de la population et de ses membres les plus défavorisés.

Pour ce qui concerne les dépenses de l'Etat en 1980, il y aura augmentation. Mais le gouvernement précise bien que ces dépenses supplémentaires n'iront pas dans la poche de ses fonctionnaires, ni dans les installations hospitalières, ni pour l'aide sociale. Son objectif est, selon lui, d'aider l'économie à "redémarrer", ce qui veut dire qu'il prévoit de verser des sommes considérables aux capitalistes, aux industriels. Les patrons sont tranquilles. Le gouvernement va les aider à réorganiser leurs entreprises, à licencier des milliers de travailleurs pour mieux traverser la crise.

Ces milliards de subventions, sans compter ceux versés à l'armée française qui voit son budget augmenter, il faudra bien les trouver. L'Etat n'hésite pas, il envisage de les prendre dans la poche des travailleurs.

Ce sera d'abord les impôts. Les tranches de revenus imposables seront relevées de 8% alors que le gouvernement reconnaît lui-même une hausse des prix de 11%. Ce sont donc les plus démunis qui sentiront augmenter le plus lourdement leurs impôts sur les salaires et les pensions.

L'Etat prévoit également de subventionner ses capitalistes grâce à toutes les taxes qu'il impose sur les marchandises. Et celles-ci sur le tabac, les motos ou les vignettes automobiles,

représenteront une gêne pour les plus défavorisés.

Impôts directs et indirects ne suffisent pas au gouvernement. Il annonce pour 1980 un "déficit" de 31 milliards dans le budget. Il en parle comme d'un terme économique savant pour mieux cacher ses véritables intentions.

La réalité est que ce sont les travailleurs qui paieront ces 31 milliards que l'Etat va verser en cadeau aux capitalistes. Car ce trou de 31 milliards il faudra bien le combler. L'Etat le fera en actionnant sa planche à billets. 31 milliards seront mis en circulation comme s'ils étaient vrais. Mais les capitalistes sauront que l'argent a perdu de sa valeur et les prix vont augmenter. Tout le monde devra payer. Et après on verra les travailleurs accusés d'être responsables de l'inflation par leurs revendications de salaires !

Pour verser 31 milliards supplémentaires aux exploités, les pauvres devront encore payer des hausses de prix, supporter une inflation bien supérieure à celle que cette "fausse" monnaie aura introduite. Aux hausses correspondant à ce rapport de 31 milliards à la masse monétaire s'ajouteront des hausses spéculatives que les capitalistes ont coutume d'appliquer.

Mais son budget d'inflation et de misère pour les pauvres, l'Etat ne doit pas pouvoir l'exécuter. Les travailleurs de France peuvent refuser de payer.

Noël CANTIUS

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728

MITTERRAND AUX ANTILLES (SUITE)

Wan-Ajouhu à Lise. C'est en effet sur l'article concernant les DOM dans le programme commun que les différentes tendances socialistes Antillaises s'étaient divisées. Certains socialistes, départementalistes à tout crin du style Bernier ou Saman avaient vu dans le flou et l'imprécision de ce programme commun une revendication d'autonomie que le PS n'avait nullement.

Mitterrand espère aujourd'hui obtenir un éventuel consensus des différents clans sur son nom aux présidentielles de 81 car actuellement c'est bien les présidentielles qui préoccupent ce politicien. Retrouver la majorité que les électeurs guadeloupéens lui avaient apporté en 74 voilà qui compte déjà dans les calculs électoraux auxquels il commence à se livrer.

Ce que nous propose Mitterrand, c'est d'être encore dirigé par le gouvernement

français de 7000 Kms même si les formes sont quelque peu nouvelles. C'est l'aménagement du système colonial en quelque sorte. Cela ne doit pas étonner de la part de ce politicien bourgeois au passé peu reluisant en matière de politique coloniale. Son projet est marqué d'un sceau très net : tout en prétendant changer les choses, il ne désire les changer que de Paris. Le fait qu'il propose un changement politique pour les DOM, par un vote à l'assemblée française, sans consulter les populations de ces pays, montre qu'il se place sur le même terrain que les politiciens au pouvoir actuellement : celui du maintien du paternalisme et de l'ordre colonialistes dans nos pays.

Pierre Jean Christophe

RACISME AUX ETATS-UNIS DESSIE WOODS

DOIT SORTIR DE PRISON !

La cour d'assises de Géorgie, état raciste du Sud des Etats Unis, vient de condamner une jeune Noire à 22 ans de prison pour s'être défendue contre un violeur blanc.

En juin 1975, cette jeune femme, Dessie Woods, revenant d'une visite à la prison de Reidsville en compagnie d'une amie, faisait du stop pour rentrer chez elle à Atlanta. L'automobiliste qui les prit à son bord se jeta sur elles, chercha à les violer en les menaçant de son arme.

Après avoir tué l'agresseur, Dessie Woods prit l'argent qu'il avait sur lui pour pouvoir continuer leur voyage sans risques.

Elle a donc été condamnée à dix ans de prison pour s'être défendue et à douze ans pour avoir pris l'argent.

Un appel devant la Cour Suprême a été rejeté, car la justice américaine ne peut tolérer qu'une Noire se défende contre un agresseur blanc. Dans ce pays où l'appareil d'Etat est profondément gangréné par le racisme, toute riposte des noirs est lourdement punie.

Déjà à plusieurs reprises, les gardiens de prison ont tenté de tuer Dessie Woods dans sa cellule. Dessie Woods est donc en péril de mort. Un comité de soutien s'est constitué pour la défendre et faire connaître sa cause.